

« Les migrants rapportent plus que la drogue » : Union Européenne et criminalité au défis de la migration

Camillo Jelmini, Diego Riva et Johan Goedkoop
Sécurité Internationale
16.12. 2022
Professeure: Lucile Maertens

1. Abstract
Ce poster traite de l'infiltration criminelle dans les politiques migratoires européennes et ses répercussions sur la sécurité, à plusieurs niveaux, des migrants. Le cas d'étude choisi est celui de la mafia calabraise, soit la 'Ndrangheta, et la convergence avec les Accords de Dublin III et l'Espace Schengen.

2. Introduction
Une association directe entre l'immigration et la criminalité est souvent soulignée dans l'arène publique. La recherche scientifique s'est surtout intéressé sur le rapport de causalité entre migration et criminalité mais on trouve moins d'intérêt académique pour la réflexion qui porte sur *la criminalité dans l'immigration*. Nous avons donc décidé de nous intéresser à ce phénomène et à ses liens avec les politiques européennes de migration. Ceci nous a conduit à la problématique : **Comment les organisations criminelles profitent de la politique migratoire européenne ?**

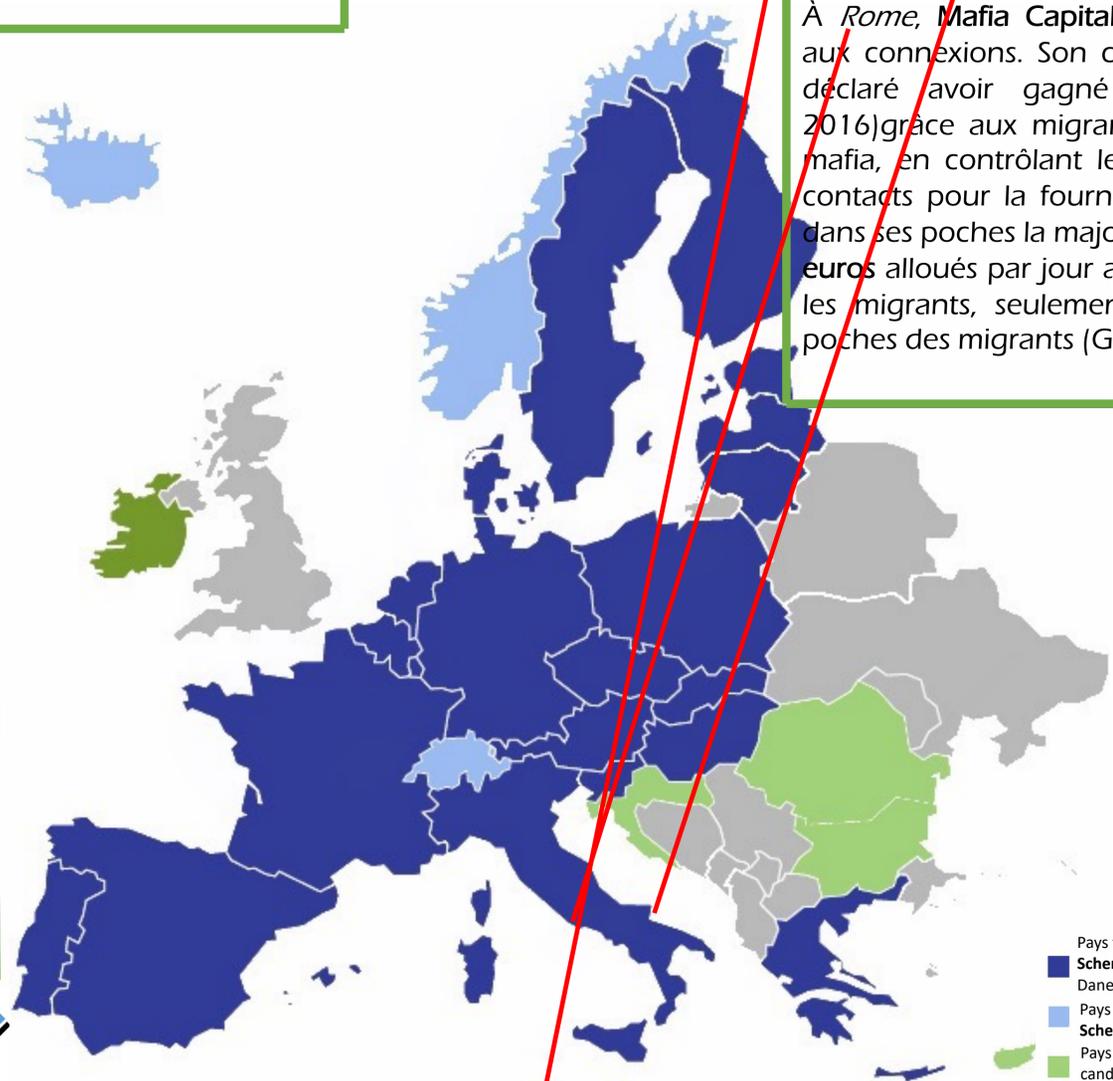
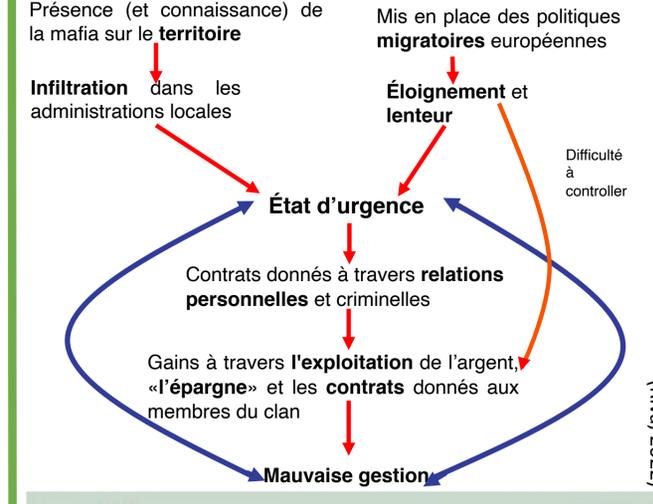
3. Politique migratoire européenne
La politique migratoire européenne à de plusieurs manières contribué à l'élaboration d'un terrain fertile pour les **activités criminelles**. Le renforcement des contrôles aux frontières et la restriction des visas poussent les migrants à faire recours aux passeurs. Ceci contribue au développement d'activité criminelle et de trafics humains ce qui génère de l'insécurité. (Hansen et Papademetriou, 2014) Les accords de Dublin*, obligeant les migrants a déposé leur **demande d'asile** dans le premier pays d'arrivée, génère une surcharge pour les pays extérieur, bloquant les migrants dans des pays comme l'Italie dépourvue de moyen et engorgeant ainsi tout le processus de demande d'asile. La mafia profite de cette **situation d'urgence** et de cette **désorganisation** pour infiltrer les structures d'accueil. La capacité de la mafia à maintenir son activité lucrative correspond donc directement aux failles de Dublin. (Cappellazzo, 2017)

4. La mafia et les politiques migratoires: une offre que ils pouvaient pas refuser

Les accords de Schengen forcent les autorités à déclarer l'état d'urgence constamment sur l'île de *Lampedusa*. Les fonds d'aide sont alloués dans des délais relativement courts-> pas d'offres ouvert publié-> sélection de ceux qui ont les bonnes connexions institutionnelles (Campesi, 2011). L'urgence justifie un système de connivence entre les institutions nationales et locales. En fait, cela s'avère être un terreau extrêmement fertile pour l'épanouissement de comportements de type mafieux (Orsini et Sergi, 2018).

Le cas de Crotona est flagrant. La *Misericordia* liées à l'*Ndrangheta*, à travers connexions institutionnelles obtient contrats pour la gestion de beaucoup de centres d'accueil pour migrants. 103 millions reçus entre 2006 et 2015, **36 millions** au moins sont rentrés dans les poches du clan mafieux (RaiNews, 2017). À *Rome, Mafia Capitale*: contrats publics grâce aux connexions. Son chef, Salvatore Buzzi avait déclaré avoir gagné **40 millions** (Martone, 2016) grâce aux migrants et l'état d'urgence La mafia, en contrôlant les centres d'accueil et les contacts pour la fourniture des biens, remporte dans ses poches la majorité de cet argent. Dès **35 euros** alloués par jour aux centres qui accueillent les migrants, seulement **2,50** arrivent dans les poches des migrants (Gagliardi, 2018).

5. Résultats



Pays faisant partie de Schengen et Dublin avec la Danemark en accord spécial)
Pays associés à Dublin et Schengen
Pays partie de Dublin et candidat pour Schengen
Pays partie de Dublin et non-membre de Schengen

6. Conclusion

On voit donc comment la criminalité organisée parvient à se mettre entre les lignes des politiques européennes et à faire valoir ses propres intérêts en exploitant l'immigration clandestine pour accroître sa richesse. La mafia n'a pas de scrupules et le simple fait de gagner de l'argent rend désespérée une situation déjà difficile. Les politiques européennes doivent donc être plus attentives aux situations problématiques qu'elles créent et essayer de se rappeler qu'avant de protéger les frontières, elles doivent se préoccuper de protéger les êtres humains.



(Cuozzo, 2017)

(Riva, 2022)

7.15% de 35 Euro (2.50 par jour)

Bibliographie



(Riva, 2022)

(Riva, 2022)

*La couleur du mot et le soulignement indiquent les pays faisant partie de ces accords